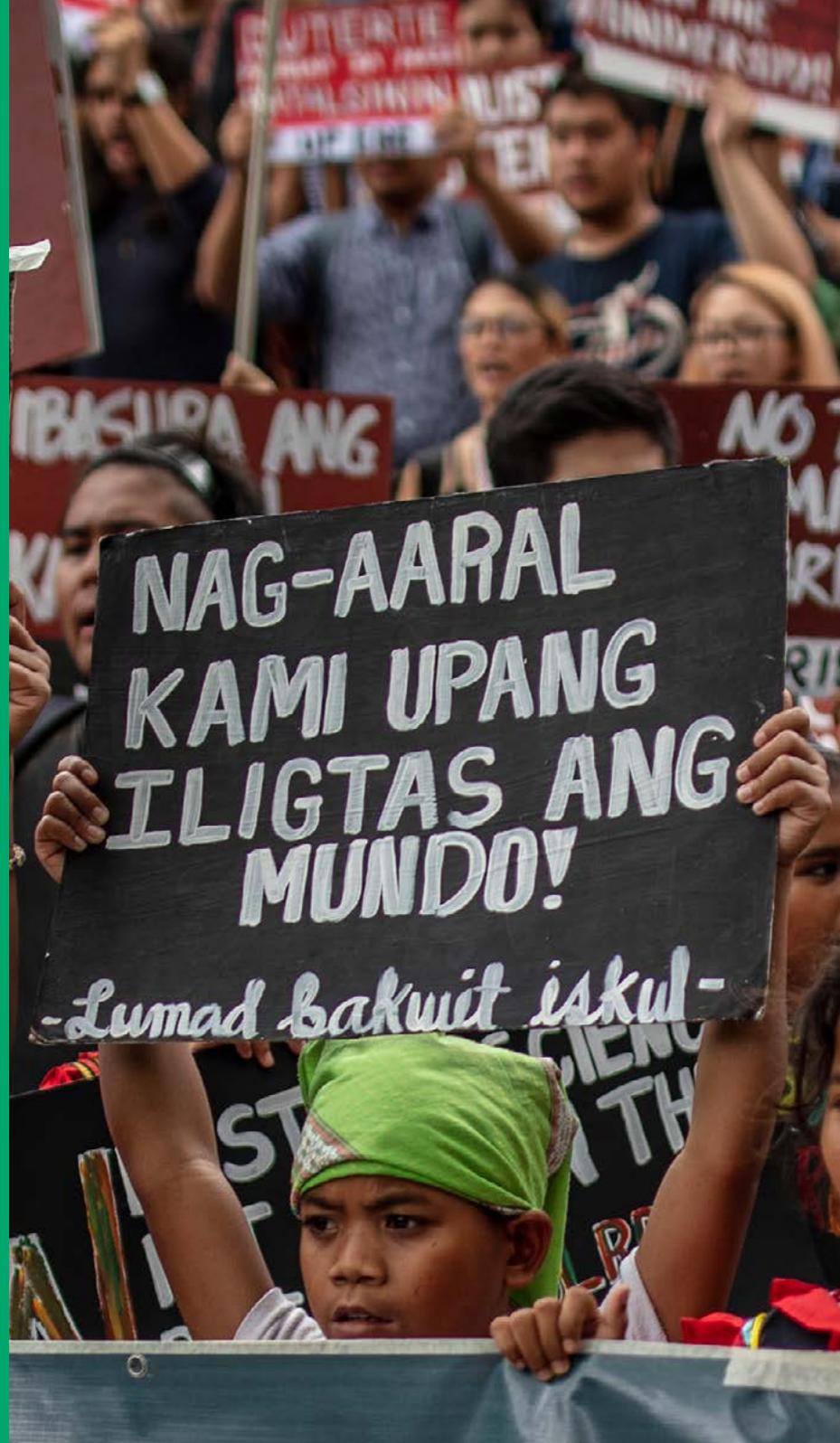




RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE --- 2020





Des femmes musulmanes protestent contre la décision du gouvernement indien de révoquer le statut spécial de Jammu et Cachemire. Crédit: Yawar Nazir/Getty Images

TABLE DES MATIÈRES

- À PROPOS DE CE RAPPORT** 4
- AVANT-PROPOS** 5
- SOMMAIRE EXÉCUTIF** 6
- APERÇU D'UN MONDE EN MUTATION..... 6
- L'IMPACT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN UNE ANNÉE D'ACTION..... 11
- REGARD VERS L'AVENIR: IMAGINER LE MONDE POST-PANDÉMIQUE..... 15
- CRÉDITS** 18

Date de publication: mai 2020
Photo de couverture: Un garçon autochtone tient une pancarte disant: «Nous étudions pour sauver le monde» lors de la grève mondiale du climat à Manille, aux Philippines.
Crédit: Ezra Acayan/Getty Images



Une activiste proteste contre une initiative anti-avortement pendant la pandémie à Cracovie, Pologne. Crédit: Omar Marques/Getty Images

À PROPOS DE CE RAPPORT

Depuis 2012, CIVICUS publie chaque année son Rapport sur l'État de la Société Civile afin d'analyser l'impact des événements et des tendances actuels sur la société civile, et la manière dont celle-ci répond aux principaux enjeux et défis du moment. Celle-ci est la neuvième édition de notre rapport, qui met l'accent sur l'action de la société civile et les tendances qui l'ont affectée en 2019.

Notre rapport provient de la société civile et lui est destiné, en s'appuyant sur plus de cinquante entretiens et articles écrits par des militants, des dirigeants et des experts issus de la société civile, et par d'autres personnes au fait des grands événements du moment. Notre rapport 2020

est également alimenté par les programmes de recherche, d'analyse et de plaidoyer de CIVICUS, ainsi que par le travail de nos membres, réseaux et partenaires. En particulier, il présente les résultats du CIVICUS Monitor, notre plate-forme en ligne qui suit la situation de la société civile dans 196 pays. Notre rapport couvre cinq domaines clés dans lesquels la société civile a été particulièrement active en 2019:

- L'action de la société civile contre la crise climatique
- L'action collective motivée par l'injustice sociale
- Le défi de l'exclusion et la revendication des droits
- L'état des libertés démocratiques
- La société civile sur la scène internationale



Des gens marchent contre l'islamophobie à Paris, en France, en novembre 2019. Crédit: Agence Mustafa Yalcin/Anadolu via Getty Images

AVANT-PROPOS

LYSA JOHN, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE CIVICUS

Dans la société civile, nous avons toujours su que le changement peut se produire très rapidement. Nous avons toujours fait tout notre possible pour conduire les transformations et être prêts à y faire face lorsqu'elles surviennent.

Mais ce rapport annuel de CIVICUS sur les principales actions de la société civile et les tendances majeures qui les affectent survient à un moment de bouleversements et de désarroi. Nous sommes passés de la mobilisation de masse à la mise en quarantaine et au confinement obligatoires. Nous sommes passés du fait d'interroger le pouvoir et de remettre en cause sa distribution à travailler par tous les moyens afin d'apporter tout le soutien possible aux communautés les plus touchées. Nous sommes passés de l'obtention des victoires décrites dans les pages de ce rapport, faisant de grands progrès pour contester le pouvoir autocratique, revendiquer des droits et faire entendre la voix des plus exclus, à l'avènement d'une nouvelle vague de restrictions des droits, nombre d'entre elles étant imposées de manière opportuniste sous prétexte de lutter contre la pandémie, mais avec le véritable objectif de réduire les libertés pour consolider le pouvoir du gouvernement.



S'il n'y avait déjà pas de doute, la crise prouve une fois de plus que la société civile est absolument nécessaire. Nous nous mobilisons pour soutenir les gens les plus nécessiteux, dont l'exclusion économique, politique et sociale préexistante les rend plus vulnérables aux impacts de la crise. Nous travaillons dur pour déplacer notre activisme vers la sphère virtuelle et coordonner nos actions à partir de là. Nous continuons à tenir les décideurs responsables, à plaider pour une réponse à la crise qui soit efficace tout en respectant les droits de l'homme et à exiger que les pouvoirs d'urgence soient révoqués dès que possible.

Pour nous mobiliser, nous avons mis à profit les capacités que nous avons testées et perfectionnées tout au long des nombreuses luttes réussies de 2019, décrites dans les pages de ce rapport. Nous avons établi des collaborations rapides et lancé des efforts collectifs. Mais nous devons également reconnaître les défis auxquels nous sommes confrontés. De nombreuses organisations ont dû entreprendre des renégociations urgentes avec leurs bailleurs de fonds, soulignant leur dépendance vis-à-vis

des donateurs et le problème de l'accent que ceux-ci mettent généralement sur l'exécution des projets et la production de livrables en temps opportun. Il y a eu des problèmes de concurrence pour des positions et la reconnaissance, et malgré d'énormes efforts pour partager l'information, des difficultés de coordination demeurent. Nous reconnaissons l'immense pression que la crise a mise sur le personnel des organisations de la société civile et nous travaillons à l'élaboration et à la promotion d'un protocole de sécurité sociale pour y faire face. Nous attirons également l'attention sur la nécessité d'investir systématiquement dans la société civile locale et dans une infrastructure pour soutenir la société civile qui sous-tend sa pertinence et sa résilience, en particulier dans le Sud global.

La société civile mène la réflexion sur le monde qui pourrait sortir de cette crise. Comme le souligne ce rapport, avant même la pandémie, notre monde était confronté à d'énormes défis : restrictions aux droits de l'homme et à la démocratie, échec économique, inégalités, dysfonctionnements du multilatéralisme et crise climatique. Le défi n'est pas de revenir à nos anciennes habitudes, mais plutôt de s'orienter vers une nouvelle normalité : un monde post-pandémique plus juste et équitable, où les droits sont largement reconnus.

Nous devons nous engager à construire un monde hospitalier envers les personnes - dont beaucoup occupent les espaces les moins puissants de la société - qui exercent quotidiennement les valeurs d'empathie et de compassion qui caractérisent la société civile et risquent leurs vies dans la lutte contre le virus.

Ce rapport contient une multitude d'idées qui peuvent nous aider à créer un monde meilleur, ainsi qu'un large répertoire d'actions que la société civile a déjà entreprises pour le construire. Il est maintenant temps d'accélérer ces efforts et de libérer le potentiel de la société civile en levant les nombreuses contraintes pesant sur l'espace civique. J'espère que le lecteur s'inspirera des nombreuses histoires d'action citoyenne contenues dans les pages suivantes et se joindra à notre combat pour construire une reprise socialement juste et fondée sur les droits.

Solidairement,
Lysa John

SOMMAIRE EXÉCUTIF

APERÇU D'UN MONDE EN MUTATION

C'est la neuvième édition de notre rapport annuel qui suit les activités de la société civile sur les questions clés du moment, ainsi que les grandes tendances et événements qui impactent cette société civile. Ce rapport passe en revue et analyse les principaux événements de 2019, en examinant l'activisme face à la crise climatique, l'action citoyenne contre l'exclusion, les mobilisations populaires provoquées par les difficultés économiques et les inégalités, l'état des libertés démocratiques et l'engagement de la société civile au niveau international, en se concentrant sur les possibilités de changement offertes par le 75^{ème} anniversaire des Nations Unies (ONU). Il s'appuie sur les voix de nombreux activistes, dirigeant.e.s et expert.e.s de la société civile pour présenter les visions de la société civile pour la société civile.

Ce rapport donne un aperçu d'un monde qui pourrait bien avoir changé irrévocablement. La pandémie du COVID-19 a balayé le monde au moment où ce rapport était en cours de finalisation, et ses conséquences sont déjà considérables.

La société civile a subi ces conséquences. Partout dans le monde, les sociétés ont été mises en quarantaine, ce qui a mis un terme aux nombreuses manifestations de masse qui ont marqué l'année 2019 et se sont poursuivies début 2020. Une grande partie du travail habituel de la société civile a été rendue beaucoup plus difficile, car les activités essentielles ont été interrompues et les communautés que nous aidons sont devenues hors de portée, ce qui nous a obligés à essayer de mobiliser la solidarité sociale tout en pratiquant la distanciation physique. Nous nous sommes employés à concentrer nos forces sur l'intervention d'urgence, en nous efforçant de servir les nombreuses personnes confrontées à la maladie, à la faim, à la pénurie et au non-respect de leurs droits. Nous nous sommes occupés de nos actions en ligne, ce qui a exigé de nouvelles compétences et ressources, a remis en cause nos modes d'organisation habituels et a mis en évidence les déséquilibres de pouvoir et les fractures numériques entre les voix dominantes et les groupes exclus, et entre le Nord et le Sud.

Les confinements obligatoires ont entraîné des **restrictions** des libertés individuelles. De nombreuses personnes ont compris la pertinence

temporaire de ces mesures, en accord avec le devoir des États de protéger la vie des personnes, mais comme ces mesures ont entraîné des restrictions supplémentaires dans l'**espace civique**, elles ont rendu plus difficile le fait de contrôler les décideurs et de leur demander des comptes. L'activité économique s'est ralentie, frappant les personnes les plus vulnérables et provoquant ainsi une augmentation de la demande de nos services vitaux, mais limitant également nos ressources. Les blocages ont interrompu les programmes prévus, exigeant une négociation urgente avec les **baillleurs de fonds** et remettant en question la résilience de nombreuses organisations de la société civile (OSC). Les OSC ont dû trouver de nouveaux moyens de venir en aide à leur personnel et de prendre soin de leur santé physique et mentale.

Mais si les répercussions de la pandémie ont été profondes, aucun des problèmes mis en évidence n'était réellement nouveau. Les libertés civiles et démocratiques fondamentales étaient déjà bafouées: avant que la pandémie ne frappe, le CIVICUS Monitor, qui suit l'espace civique dans 196 pays, a révélé que seulement **trois pour cent** de la population mondiale vivait dans des pays où les libertés civiles fondamentales d'association, de rassemblement pacifique et d'expression étaient largement respectées, alors même qu'elles sont essentielles à la santé et à la vitalité de la société civile. Dans un monde rongé par les inégalités, les politiques économiques avaient déjà échoué pour la plupart des gens. Malgré les protections inscrites dans le droit international et les constitutions nationales, les gens étaient déjà exclus sur la base de leur identité. La coopération internationale faisait déjà défaut et était contestée, les institutions multilatérales étant minées par les manœuvres de puissants États, de dirigeants voyous, de groupes anti-droits et de grandes entreprises. Et la crise climatique avait déjà révélé à quel point les structures existantes étaient inadéquates et mal préparées pour répondre à des urgences mondiales. La pandémie a exacerbé, accéléré et exposé encore davantage ces défis essentiels : économiques, politiques et sociaux.

Tout au long de l'année 2019, certains dirigeants, dans des contextes divers, ont cherché à obtenir le pouvoir absolu, ont refusé de se soumettre à la concurrence politique et ont réprimé les voix dissidentes. Alors même que le virus faisait rage, les États répressifs ont renforcé leurs instruments de répression, cherchant à consolider le pouvoir en place, profitant cyniquement de la pandémie pour introduire des mesures de restrictions supplémentaires à la société civile et à l'opposition politique.

Trop souvent, les gouvernements et les chefs d'entreprise ont considéré la société civile comme un adversaire plutôt que comme un partenaire précieux pour faire face à la crise. Les pouvoirs conférés par l'état d'urgence



Une volontaire prépare des colis alimentaires à distribuer pendant la pandémie à Hermosillo, au Mexique. Crédit: Israel Garnica/Norte Photo/Getty Images

et les restrictions introduites comprenaient la censure, les limitations de l'accès à l'information et les violations du droit à la vie privée, ainsi que les menaces, les arrestations et les détentions d'activistes de la société civile, de journalistes, de travailleurs de terrain et d'autres personnes préoccupées qui ont divulgué des informations sur la pandémie, remis en question la réponse de leur gouvernement ou révélé des dysfonctionnements. Dans de nombreux cas, les forces de sécurité ont eu recours à la violence contre des personnes considérées comme ayant violé les mesures de confinement, tandis que pour les défenseurs des droits humains **en prison**, les risques d'infection ont été alarmants. Dans de trop nombreux contextes, une prise de pouvoir par l'État a semblé être en cours, ce qui a augmenté le risque d'une institutionnalisation permanente de mesures d'urgence qui entraveraient les libertés fondamentales.

La pandémie a en outre révélé à la fois le pouvoir de la désinformation, puisque des rumeurs nuisibles ont pu se répandre largement, et le coût de la censure, comme les tentatives de l'État chinois de dissimuler les premières informations sur le virus pour protéger ses intérêts, qui ont entraîné des conséquences mondiales désastreuses. De nombreux États ont développé des technologies de suivi et de surveillance intrusives, tout en cherchant à banaliser la censure sur Internet. En conséquence, les gens ont eu du mal à accéder à des informations fiables qui auraient pu les aider à se protéger, eux et leurs familles, et beaucoup sont devenus par inadvertance des diffuseurs de désinformation.

La crise a également montré que les choix politiques sont importants. Les éditions précédentes de ce rapport ont mis en évidence la résurgence du populisme et du nationalisme d'extrême droite, ainsi que celle de dirigeants autoritaires et armés qui, même lorsqu'ils accèdent au pouvoir par des moyens démocratiques, finissent par fermer cet espace de démocratie et de controverse. La pandémie a révélé les carences de bon nombre de ces dirigeants politiques, qui se sont livrés à des démonstrations de démagogie, ont encouragé la division, manipulé l'opinion publique, ont manœuvré à des fins uniquement politiques et ont saisi toutes les occasions de réprimer davantage les luttes pour la justice et les droits. Les modes de gouvernance qui se sont avérés les plus appropriés sont ceux qui ont respecté les recommandations des scientifiques, ont donné la priorité aux besoins des plus vulnérables, ont compris la nécessité de communiquer honnêtement et ont cherché à préserver le meilleur équilibre possible entre la sécurité publique et les libertés constitutionnelles si durement acquises.

La plupart des gens ont compris que la réponse à une crise impliquait des décisions complexes concernant la protection de la santé publique et les conséquences probables d'un confinement sur les personnes et les économies, mais ils ont mieux réussi lorsque des compromis difficiles ont

été faits dans le cadre de processus clairs et compréhensibles, mis en place par des dirigeants politiques bénéficiant de la confiance de la population. Parmi celles et ceux qui ont relevé le défi, de nouvelles dirigeantes politiques, ainsi que d'autres femmes, ont adopté une perspective féministe, en mettant en pratique les valeurs qu'elles partagent avec la société civile : la compassion, l'empathie et l'engagement humanitaire.

Les mesures de confinement ont interrompu une grande partie de l'activité économique, plongeant un nombre encore plus important de personnes dans des conditions de vie précaires. Des personnes ont perdu leur emploi ou ont été licenciées, ont dû subir des réductions de salaire ou ont vu fermer leurs petites entreprises, bâties au prix d'années d'efforts et d'économies. Dans certains pays, les personnes qui avaient besoin d'un traitement médical vital ont dû payer des frais de santé exorbitants. Alors que beaucoup ont dû rester chez eux ou ont vu leurs activités économiques réduites, d'autres n'avaient jamais autant travaillé, faisant face quotidiennement à des risques personnels dans leur activité, devenue essentielle pour le fonctionnement de la société. Le virus a mis en évidence le fait que les personnes dont nos sociétés dépendent le plus - le personnel médical, les secouristes, les transporteurs, les vendeurs et livreurs de nourriture - sont parmi les moins rémunérées, et beaucoup d'entre elles se trouvent dans des situations économiques précaires. En revanche, les plus riches n'ont guère contribué à la gestion de la crise. Hormis quelques cas de philanthropes qui ont accepté de coopérer via une diminution négligeable de leur richesse, la plupart des personnes les plus riches se sont contentées de traverser la crise dans un isolement luxueux, allant même jusqu'à accroître leur grotesque fortune grâce à la spéculation financière. Les demandes de renflouement des grandes entreprises ont alimenté la colère citoyenne face à l'évasion fiscale des entreprises et des élites. La pandémie a révélé que les enjeux étaient trop importants pour être laissés sur le marché. Elle a également mis en lumière une réalité qui a suscité des manifestations dans le monde entier en 2019, au cours desquelles les gens ont exigé un changement fondamental d'un système économique qui rend un petit nombre de personnes très riches mais qui laisse la plupart des gens à la merci des chocs économiques et paralysés par les inégalités.

S'il est vrai que n'importe qui pourrait contracter le virus, les personnes les plus exposées au risque d'infection et les plus susceptibles d'être touchées par celui-ci ont été des personnes appauvries et en **situation d'exclusion**. Les personnes qui vivaient déjà dans des conditions économiques difficiles ont été vulnérables parce que leur travail les exposait davantage au danger, parce qu'elles n'avaient guère accès aux services de santé et parce que leurs conditions de vie rendaient l'éloignement physique et l'accès à

des conditions sanitaires décentes plus difficiles. Parmi les personnes les plus touchées figuraient les migrants et les personnes issues de minorités ethniques, qui occupent des emplois qui ne peuvent être exercés de manière isolée, et les travailleurs non déclarés, qui sont souvent issus de minorités marginalisées et se sont souvent retrouvés sans revenus. Les personnes âgées et celles dont le système immunitaire est affaibli, y compris en raison de carences alimentaires, ont été les plus menacées par le virus. Les femmes et les enfants en situation de confinement ont été plus exposés à la violence et aux mauvais traitements, tandis que de nombreuses femmes ont été contraintes d'assumer la majeure partie des tâches de soins et d'éducation, renforçant ainsi leur situation de dépendance, et que de nombreux enfants ont été privés d'une éducation de base. Les personnes handicapées ont vu leurs droits bafoués par les mesures d'urgence. Les minorités religieuses et ethniques, les personnes de la diaspora chinoise et les **personnes LGTBQI+** ont été exposées à des menaces et à la violence en raison de la désinformation qui leur reprochait de propager le virus, et ont été prises pour cibles par les forces de sécurité lors des opérations de confinement. La gestion de la pandémie a donc renforcé les schémas d'exclusion que de nombreux membres de la société civile s'efforcent depuis longtemps de combattre.

Le virus a ignoré les frontières, ce qui montre clairement à quel point notre monde est interconnecté. Il a souligné la nécessité d'une coopération et d'une coordination internationales, mais aussi le dysfonctionnement de la gouvernance mondiale actuelle. Les États ont suivi des voies différentes pour faire face à la situation, et certains ont tardé à suivre les conseils de la communauté internationale, adoptant des approches nationalistes qui ont aggravé la crise pour les personnes les moins favorisées. Les pays qui s'en sont le mieux sortis sont ceux qui ont suivi ces conseils, et les différences de taux de réussite sont la preuve de l'importance des échanges mondiaux de stratégies et de technologies, eux-mêmes rendus possibles par des institutions multilatérales indépendantes et efficaces. Alors que de nombreuses frontières fermaient, faisant craindre des restrictions à plus long terme sur la circulation des personnes et des idées, les principales institutions internationales ont continué à promouvoir des valeurs positives, qui incluaient l'allègement de la dette, demandaient instamment des cessez-le-feu et appelaient au respect des droits humains et de la justice pour les femmes en temps de crise. Mais au lieu de soutenir ces institutions, des dirigeants politiques influents les ont attaquées, poursuivant leurs tentatives d'affaiblissement par la diffamation, la suppression de financements, et la fragilisation de l'intérieur.

Avec de nombreux vols cloués au sol, la réduction des transports publics et l'arrêt d'une grande partie de l'activité industrielle, la planète a bénéficié

d'un sursis temporaire vis-à-vis de certaines des pires causes du dérèglement climatique. Dans des villes normalement polluées, l'air s'est purifié. La prise de conscience de la nécessité d'actions urgentes concernant le changement climatique était déjà forte, en raison de l'activisme civique mondial de 2019 et des incendies, inondations et autres événements climatiques extrêmes qui ont causé de gros dégâts de l'Amazonie à l'Australie. La pandémie a été l'occasion de réfléchir aux conséquences climatiques des économies industrielles et de nos activités quotidiennes, et de remettre en question nos moyens de production et d'échanges actuels. Les plus grands consommateurs et voyageurs aériens ont peut-être réalisé qu'ils pouvaient se débrouiller avec moins. Dans de nombreux pays, des générations entières ont vécu pour la première fois une situation d'urgence. S'ils avaient de la chance, ils ont vu leurs gouvernements suivre des conseils basés sur un consensus scientifique et ont ainsi mieux vécu la crise ; sinon, les difficultés qu'ils rencontraient ont été exacerbées par des dirigeants autoritaires et irresponsables qui cherchaient uniquement à consolider davantage leur pouvoir. Nombre des gouvernements et des dirigeants qui ont fait fi des avis scientifiques sur la pandémie, exposant ainsi les populations à des risques accrus, sont également ceux qui refusent de prendre la crise climatique au sérieux. Sur tous les fronts, l'importance d'agir sur la base d'un consensus scientifique pour protéger les populations était évidente.

Le rôle de la société civile est devenu plus essentiel que jamais. Les OSC, toujours en première ligne pour répondre aux crises, ont offert des soins de santé, de la nourriture, des abris et d'autres services essentiels à celles et ceux qui en avaient besoin. Le type de solidarité que la société civile cultive et met en œuvre, depuis le contexte local jusqu'au niveau mondial, s'est avéré essentiel pour aider les gens à traverser la crise. Les sociétés ont observé de très nombreuses réactions spontanées, les gens se proposant pour aider leurs voisins, soutenir leurs communautés et renforcer leur protection. À mesure que de nombreuses personnes s'isolaient, elles en sont venues à apprécier la valeur des relations humaines, de la communauté et de la solidarité, à l'intérieur et au-delà des frontières : des principes fondamentaux qui inspirent la société civile. Les OSC se sont également efforcées de concevoir des réponses à la crise qui soutenaient le personnel et les familles et respectaient les droits en matière d'emploi, notamment en élaborant un **protocole de sécurité sociale** pour les travailleurs de la société civile. La société civile a continué à demander des comptes aux gouvernements, souvent dans des conditions difficiles, en posant des questions approfondies sur la qualité de la réponse à la crise, en soulignant les manquements, en insistant pour que les droits soient respectés et que toute restriction des libertés soit temporaire.

La société civile continuera à se mobiliser - sur les questions clés soulevées

en 2019, en réponse à la pandémie, et une fois la crise passée. Le monde sortira transformé par le virus, et c'est à nous de faire en sorte qu'il change en bien. N'essayons pas de revenir au monde d'avant la pandémie, marqué par les problèmes profonds que cette crise a exposés et aggravés, et qui ont rendu ses conséquences encore plus sévères. Après cette pandémie, la société civile devra jouer un rôle actif dans la construction d'un monde meilleur : un monde qui justifie les sacrifices réalisés par tant de personnes pour combattre le virus.



Des infirmières protestent contre les mauvaises conditions de sécurité au travail pendant la pandémie à Turin, en Italie. Crédit: Stefano Guidi/Getty Images



Des manifestants défient l'armée aux portes de la caserne militaire de Khartoum, au Soudan, en mai 2019. Crédit: David Degner/Getty Images

L'IMPACT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN UNE ANNÉE D'ACTION

En façonnant nos réponses face au virus et en construisant un monde post-pandémie meilleur, nous pouvons tirer des enseignements précieux des stratégies que nous avons employées et des succès que nous avons obtenus en 2019. Alors que les problèmes politiques, économiques et sociaux auxquels nous avons été confrontés étaient vastes, 2019 a été une année où l'action civique a eu un impact significatif en garantissant un changement progressif, en faisant valoir les demandes de droits civiques et de libertés démocratiques, de politiques économiques plus justes, de la fin des inégalités, d'actions concernant la crise climatique et de réformes internationales. Nous avons mis en œuvre toute une série de stratégies pour réussir, notamment la protestation collective et individuelle, la désobéissance civile non violente, le plaidoyer et les campagnes de la société civile, l'utilisation créative des réseaux sociaux et le recours aux tribunaux et aux parlements.

En 2019, une grande vague de protestations a déferlé sur le monde entier, de la Colombie à Hong Kong. De nombreuses protestations étaient non partisans ; elles visaient les gouvernements en place et les dirigeants de tout l'éventail politique, leur demandant de mieux répondre aux besoins des gens ou de leur laisser une place. Souvent, les gens ne voulaient pas seulement une rotation des élites, mais un changement de l'ensemble du système de gouvernance, comme en témoignent les exemples du Chili et du Liban. Ces manifestations ont montré que les systèmes de gouvernance existants étaient inadaptés et incapables de répondre aux demandes de la population. Les manifestants ont exigé que leur voix soit entendue, que leurs droits fondamentaux soient respectés et que leur vie s'améliore.

À maintes reprises, les gens ont exprimé leur souhait d'une démocratie plus forte et plus performante. Ils se sont mobilisés dans différents contextes : lorsque des élections non libres et non équitables ont été organisées, comme au Kazakhstan et en Thaïlande ; lorsque les détenteurs du pouvoir ont semblé déterminés à ne pas abandonner leur emprise sur le pouvoir et manipulaient les règles en leur faveur, comme cela a été le cas en Bolivie et en Guinée ; et lorsque les gens se sont vus refuser depuis longtemps le droit fondamental de choisir ceux qui gouvernent en leur nom, comme à Hong Kong et au Soudan. Toutes ces protestations ont été porteuses de la conviction que la démocratie exige une compétition électorale libre et équitable, l'existence de véritables alternatives, le respect des opinions minoritaires et dissidentes et la possibilité de débattre d'un éventail de points de vue avant de prendre des décisions en connaissance de cause.

Une autre tendance majeure de la mobilisation de 2019 a été celle des personnes motivées par les difficultés économiques et des préoccupations financières urgentes. Les manifestations de masse ont souvent eu des déclencheurs qui, pris isolément, auraient pu sembler relativement insignifiants : une augmentation du prix du carburant en Iran et au Zimbabwe, une légère hausse des tarifs de transport au Chili, une nouvelle taxe sur les réseaux sociaux au Liban. Ce qui aurait pu sembler des ajustements mineurs aux politiques économiques s'est avéré être un point de basculement pour les personnes qui luttent pour joindre les deux bouts. De nombreuses personnes en difficulté ont estimé qu'elles devaient se faire entendre par tous les moyens disponibles. Les révélations sur la corruption ont souvent joué un rôle dans le déclenchement de protestations, notamment en Colombie, en Égypte et en Haïti, car les gens se sont sentis comme les cibles de politiques qui augmentaient leurs difficultés, tandis que les élites politiques restaient sécurisées dans leurs richesses acquises malhonnêtement.

Même si leur déclenchement semble mineur, bon nombre de ces manifestations ont mis à nu des fractures sous-jacentes massives des systèmes économiques et politiques et des années de mécontentement croissant. Une fois le point de basculement franchi, les manifestants ne se sont pas laissés acheter par des réformes au coup par coup ou par le renversement des politiques qui avaient déclenché les protestations initiales, et ont exigé de plus en plus un changement radical. Les gens se sont retournés contre l'économie néolibérale et les politiques d'austérité qui lui sont associées et qui ont causé de grandes inégalités, et ont contesté les arrangements politiques internes qui avaient institutionnalisé des politiques économiques inefficaces et la corruption des élites.

Il est frappant de constater que lors de nombreuses manifestations, notamment en Inde, en Irak et au Liban, les gens ont uni leurs forces en dépit de divers clivages de longue date - sexe, âge, classe sociale, religion, ethnicité - en comprenant que ce qu'ils partageaient était plus fort que ce qui les différençait. Cela a été important car cela a empêché les dirigeants politiques d'apaiser et de séparer certains groupes de la masse des manifestants, et a fait comprendre que les demandes de protestation venaient de toute la population. Et en se rassemblant, les gens obtenaient souvent un impact significatif. Au Soudan, les manifestants ont éjecté un dictateur et ont ensuite résisté à l'imposition d'un régime militaire. En Équateur, les mesures d'austérité draconiennes ont été inversées. À Hong Kong, le gouvernement a été contraint de revenir sur un plan visant à faciliter l'extradition de personnes vers la Chine continentale. Au Chili, les manifestants ont obtenu la promesse d'un nouveau contrat social visant à garantir la justice entre les sexes et la participation aux processus de

réécriture de la constitution. De nombreuses protestations ont continué après que leurs causes immédiates aient été traitées, car les gens ont commencé à exiger des changements plus profonds et plus durables; les résultats obtenus ont constitué une preuve de faisabilité et les ont encouragés à continuer.

2019 a également été l'année où la société civile a poussé le changement climatique à faire la une des journaux et à l'intégrer dans les conversations quotidiennes. Dans le monde entier, le mouvement mondial de grève des écoles dirigé par des jeunes, Extinction Rebellion et d'innombrables mouvements environnementaux et autochtones ont exigé que les décideurs reconnaissent et prêtent attention à l'ampleur de l'urgence climatique et prennent des mesures pour prévenir les pires impacts avant qu'il ne soit trop tard. La société civile a clairement indiqué que ne pas agir face à la réalité du changement climatique était un choix politique, extrêmement imprudent et autodestructeur.

Le mouvement climatique a eu des répercussions, notamment sous la forme de nombreuses déclarations d'urgence climatique, ainsi que de la cessation de certains parrainages de l'industrie des combustibles fossiles. Il s'agissait de petits pas sur lesquels il a fallu construire, mais ils ont constitué un début crucial, en faisant reconnaître l'existence du problème et la nécessité d'agir. En 2019, le mouvement pour le climat a remporté la bataille de manière décisive. Il a transformé un sujet négligé en une affaire de premier plan, et un problème politique non résolu en un point essentiel de l'ordre du jour. Malgré les tentatives désespérées des négationnistes du climat qui ont dépensé des milliards pour promouvoir la désinformation, l'ampleur de la crise climatique est désormais largement reconnue. La société civile continuera à se mobiliser pour s'assurer que les décideurs ne détournent pas le regard.

Sur l'action climatique et sur une série d'autres questions - telles que la violence sexiste et les droits LGBTQI+ - **la société civile a eu un impact en s'engageant simultanément sur plusieurs fronts.** Des actions de sensibilisation, de mobilisation et de pression sur les décideurs ont été menées à tous les niveaux, depuis les rues et les sites d'extraction jusqu'aux forums internationaux de haut niveau. La société civile a utilisé tous les espaces institutionnels disponibles, mais elle a également eu recours à des tactiques de perturbation. L'année a été marquée par une large adhésion - en particulier du mouvement d'action climatique - à l'action directe non violente et à la désobéissance civile comme moyen d'exprimer son désaccord, d'obtenir un soutien et d'entamer un dialogue. Le message a été véhiculé par les médias : la perturbation a fait la une des journaux et signalé que les tentatives de poursuivre les activités comme si de rien n'avait pas

de sens face à la crise. Les gens ont montré à maintes reprises qu'ils étaient prêts à bloquer, occuper et perturber. Ils ont prouvé qu'ils étaient prêts à enfreindre des lois injustes qui restreignent indûment les manifestations, même s'ils risquaient de recourir à la violence des forces de sécurité ce faisant.

Les protestations et autres actions de la société civile se sont déroulées dans un contexte de restrictions continues de l'espace civique et de réaction anti-droits croissante. La résurgence du discours anti-droits a rendu plus difficile la vie quotidienne des migrants, des réfugiés, des membres de minorités religieuses, des personnes LGBTQI+, des femmes et de bien d'autres personnes. Les femmes et les personnes LGBTQI+ en particulier ont continué à être ciblées par les **groupes anti-droits** liés à des communautés religieuses ultra-conservatrices qui disposaient de ressources importantes, étaient stratégiquement imbriquées dans les structures gouvernementales et avaient des liens politiques au plus haut niveau. Parmi les nombreux exemples, les groupes anti-droits ont fait obstruction aux manifestations pour les droits des femmes et des LGBTQI+ en Russie, ont organisé des contre-manifestations en Espagne et, au Pérou, ont cherché à faire fermer une OSC féministe catholique.

Le mouvement anti-droits a donné une priorité croissante à l'arène internationale, et en particulier aux institutions des droits de l'homme de l'ONU, en disputant l'espace international à la société civile. Les institutions internationales ont été affaiblies par les États autoritaires et les dirigeants régressifs, ce qui a permis aux groupes anti-droits et aux hommes politiques d'y accéder plus facilement et d'exercer une influence, et de contester les droits de l'homme universels. Parallèlement, la recherche de financements alternatifs a conduit à donner la priorité aux partenariats avec le secteur privé, en accordant aux puissants dirigeants d'entreprises un accès privilégié et en renforçant les disparités de pouvoir économique au lieu de les remettre en cause. En réponse, **la société civile a demandé instamment la réforme des espaces internationaux afin de les rendre plus ouverts, plus démocratiques et plus inclusifs.**

Même dans un contexte décourageant de progression des anti-droits et de restriction croissante de l'espace civique, **des victoires importantes ont été remportées dans la lutte contre l'exclusion.** Après un vaste plaidoyer de la société civile, l'homosexualité a été dépénalisée au Botswana et les personnes LGBTQI+ ont obtenu le droit de se marier à Taïwan. Les tribunaux sud-coréens ont annulé une loi qui interdisait l'avortement, tandis que des lois ont été modifiées pour relever l'âge légal du mariage en Indonésie et au Mozambique.

Même si elles ont été victimes de harcèlement, de menaces et de violence, des femmes courageuses et des défenseurs des droits de l'homme LGBTQI+ se sont battus pour rendre l'invisible visible, partager les réalités de leurs expériences et se faire entendre. Le mouvement #MeToo a continué à se répandre dans le monde entier, dans des pays aussi divers que le Japon et le Nigeria, grâce auquel des femmes, dans des circonstances diverses, ont mis leurs préoccupations à l'ordre du jour, ont progressé dans le changement d'attitude du public et ont trouvé une certaine issue en demandant des comptes aux auteurs d'abus sexuels. Les communautés LGBTQI+ ont mobilisé des marches de la fierté face à l'hostilité dans plusieurs pays, dont la Pologne et Singapour. Les marches des femmes ont réclamé l'égalité, les droits sexuels et reproductifs et la fin de la violence sexiste sur tous les continents habités, de l'Argentine à l'Afrique du Sud et de l'Australie au Mexique.

La société civile s'est également mobilisée contre la tendance au populisme et au nationalisme de droite qui s'accompagne de nombreuses attaques contre la société civile et les groupes exclus. L'année 2019 a apporté la preuve que la tendance peut être inversée: si les populistes et les nationalistes de droite ont progressé dans certains pays, ils ont connu des revers dans d'autres. Dans certains contextes, notamment lors des élections municipales en Hongrie et en Turquie, de larges alliances se sont formées avec succès pour résister à ces partis. L'année a également été marquée par des avancées pour les partis verts, notamment en Autriche et en Allemagne, qui ont su tirer parti de la prise de conscience croissante de la crise climatique générée par l'action civique. Il en résulte que dans de nombreux contextes, la politique reste très volatile et fragmentée, caractérisée par un rejet des partis établis, mais **il existe plus d'une voie que la colère politique peut suivre, et des alternatives progressistes et orientées vers les droits peuvent être proposées.**

De nouveaux modèles de leadership féministe ont commencé à émerger. En contraste avec le style de leadership machiste et autoritaire associé au populisme et au nationalisme de droite, plusieurs jeunes dirigeantes, dont certaines ont un passé d'activisme dans la société civile, sont arrivées au pouvoir en 2019, notamment en Finlande et en Slovaquie, incarnant une approche du leadership qui met l'accent sur l'empathie, la rationalité, l'équité, la collaboration et la reconnaissance des droits. Ce style de leadership s'est manifesté en Nouvelle-Zélande en 2019, lorsque la première ministre Jacinda Ardern a donné au monde une leçon de force, d'empathie et de bon sens dans la manière dont elle a fait face à la pire attaque terroriste de l'histoire de son pays, et de nouveau en 2020, lorsqu'elle a été félicitée pour avoir fait preuve d'un leadership transformationnel dans la gestion de la pandémie.

Au-delà de la politique officielle et des mobilisations pour les droits des femmes, **les femmes ont joué un rôle de premier plan dans les manifestations de masse de 2019.** Dans de nombreux contextes, la participation des femmes a été cruciale pour l'impact des mobilisations. N'étant plus prêtes à être reléguées à des rôles de soutien, les femmes se sont imposées en première ligne et sont devenues le visage public des protestations pour plus de démocratie, des politiques économiques et sociales plus justes et une action en faveur du climat. Ce faisant, en Algérie, en Inde, à Porto Rico et dans de nombreux autres pays, les femmes ont insisté pour que les revendications en faveur de l'égalité de représentation et de droits des femmes, des droits sexuels et reproductifs et de la fin de la violence sexiste figurent à l'ordre du jour des manifestations.

De nombreuses femmes dirigeantes de mouvements de protestation étaient jeunes, un fait qui souligne **un autre aspect important de 2019 : le rôle de premier plan des jeunes dans les mouvements pour le changement.** Sur la crise climatique, de nombreux jeunes, agissant pour la première fois, se sont organisés avec peu de moyens mais une grande efficacité, en créant un vaste mouvement mondial. Ils ont fait face à la discrimination fondée sur l'âge et ont demandé à être entendus dans les décisions qui affectent leur vie et leur avenir. Ils ont donné une leçon bien nécessaire à leurs aînés, en mettant de côté les stéréotypes pour incarner la voix de la raison, embrasser la science et la prise de décision fondée sur des preuves et remettre en question la désinformation. Une nouvelle génération civique se forme, montrant le pouvoir qui peut être débloqué par l'activisme personnel, l'engagement créatif et la coordination décentralisée.

Les actions décrites ci-dessus sont actuellement en suspens, mais on peut s'attendre à ce qu'elles reprennent dans le monde post-pandémie. Les mouvements, les luttes et les actions décrits ici n'ont jamais été aussi nécessaires que dans la lutte pour une reprise socialement juste et fondée sur les droits.



Un groupe d'étudiants équatoriens proteste contre la corruption à Quito en mai 2020. Crédit: Xavier Caivinagua/Agencia Press South/Getty Images

REGARD VERS L'AVENIR: IMAGINER LE MONDE POST-PANDÉMIQUE

La société civile est prête à jouer son rôle dans l'édification d'un monde post-pandémique meilleur et qui fonctionnerait pour tous. Sur la base de ce rapport d'analyse des actions de la société civile en 2019 et en réponse à la crise actuelle, cinq domaines clés sont suggérés pour la mobilisation de la société civile.

1. RESPECTER LES DROITS CIVIQUES ET LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Les droits civiques et les libertés démocratiques sont plus que jamais nécessaires. La société civile ne doit pas être entravée, de sorte que nous puissions jouer notre propre rôle dans la réponse à la pandémie et dans l'examen approfondi des décisions prises en réponse à la crise, aider à garantir que les leçons sont apprises et devenir des partenaires égaux dans la reconstruction post-pandémie. Dans la période immédiate de réponse au virus, les mesures de protection de la santé publique doivent respecter les **droits de l'homme**. Nous devons contester la censure, les restrictions d'accès à l'information, les atteintes à la vie privée, et dénoncer les excès des gouvernements, comme la surveillance illicite. Nous devons continuer de défendre le droit des peuples à exprimer leur désaccord démocratique. Nous devons exiger que toutes les mesures d'urgence satisfassent au critère de proportionnalité et de nécessité, conformément au droit international et aux principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et soient retirées dès que possible. À l'avenir, nous devons promouvoir de nouvelles stratégies de lutte contre la désinformation et de nouveaux modèles de leadership inclusif et responsable. La société civile continuera de faire pression pour un espace civique ouvert, et exhortera les gouvernements à adopter des approches de reconstruction fondées sur le partenariat, centrées sur les personnes, et satisfaisant la demande de changement positif. Dans ce cadre, les plans de relance économique préparés par les États devraient reconnaître la nécessité de permettre le financement adéquat de la société civile et d'assurer la **durabilité** des organisations sur le terrain et dans les pays du sud.



Des activistes manifestent à Brasília pour la vie, la démocratie et la liberté pendant la pandémie du COVID-19. Crédit: Andressa Anholete/Getty Images

2. REPENSER LES ÉCONOMIES

Le moment est venu de repenser la structure des économies. Toute tentative de réaffirmer des politiques d'austérité rigoureuses ou de prioriser les besoins des grandes entreprises pour la reprise doit être évitée, car les impacts retomberaient de manière disproportionnée sur ceux qui ont déjà le plus souffert. Il sera essentiel de rééquilibrer le pouvoir et de renforcer la solidarité entre employeurs et travailleurs, créanciers et débiteurs, propriétaires et locataires. La société civile est depuis longtemps à l'avant-garde pour la formulation d'alternatives aux politiques néolibérales et au fondamentalisme du marché qu'elle critique, et c'est maintenant le moment de mettre nos idées sur la table. Le moment est venu de tirer parti des filets de sécurité sociale d'urgence proposés par de nombreux États en testant convenablement le concept de revenu de base universel. La nécessité de financer la reprise devrait conduire à de plus grands efforts pour mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises et des élites et à l'introduction de politiques fiscales plus redistributives. La mise à disposition par l'État de biens publics et une plus grande surveillance démocratique des services essentiels peuvent contribuer à assurer une meilleure reprise, parallèlement à une intervention pour réguler les prix des produits essentiels et pour empêcher les profits et la spéculation financière illicite.

3. PRIORISER LES PERSONNES EXCLUES

Les besoins des populations les plus exclues doivent être placés au premier plan. La reconstruction devrait adopter une approche fondée sur les **droits de l'homme** et toucher d'abord les plus défavorisés. Les stimulants économiques doivent viser ceux qui sont les plus vulnérables, notamment les communautés appauvries et les groupes exclus. Des mesures doivent être prises pour protéger les droits des femmes et la santé et le bien-être des personnes âgées et des enfants, et pour prévenir la violence à leur encontre. Conformément à cela, les dépenses devraient être réaffectées loin des mécanismes étatiques de répression et de guerre vers des soins de santé et des services sociaux universels. Les groupes exclus ne peuvent être atteints qu'en partenariat avec la société civile, notamment les nombreuses initiatives de la société civile que les groupes exclus ont formées pour se rendre visibles, faire valoir leurs droits et améliorer leur vie.

4. RENOUVELER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La coopération internationale reste vitale. Les réponses à la pandémie doivent renforcer et soutenir l'autonomie des institutions internationales, et pas seulement de l'Organisation mondiale de la santé mais aussi des institutions qui promeuvent les droits de l'homme, la paix et le développement durable. Nous devons nous efforcer de veiller à ce que les institutions multilatérales soient libres de l'influence d'États puissants, de dirigeants égoïstes et des motivations à but lucratif des grandes entreprises. La prochaine crise mondiale devrait être affrontée par des institutions internationales qui ont la capacité et les ressources nécessaires pour fonctionner comme des sources cruciales de conseils, d'expertise et de soutien. L'action des États pour payer les **vastes sommes d'argent** qu'ils doivent à l'ONU serait une première étape vitale, mais au-delà, la société civile doit être impliquée dans les discussions concernant les changements à apporter aux institutions des Nations unies, et doit être autorisée à jouer un rôle approprié pour leur en faire rendre compte. La société civile devrait également concentrer son plaidoyer sur les institutions financières internationales afin de garantir qu'elles accordent la priorité aux mesures d'allègement de la dette des pays du Sud.

5. RÉPONDRE À LA CRISE CLIMATIQUE

Il existe désormais une occasion en or de renforcer l'action contre le changement climatique. La rémission de la nature vue dans tant d'endroits devrait être davantage favorisée. La protection de la biodiversité devrait être prioritaire. Les nouvelles méthodes de travail introduites pendant la crise et qui réduisent l'empreinte carbone devraient être poursuivies dans la mesure du possible. L'**Accord de Paris** doit renaître pour garantir la réduction des émissions de gaz à effet et contenir la hausse de la température mondiale. Les efforts de transition devraient se concentrer sur une reprise verte, en s'appuyant sur les travaux innovateurs de la société civile pour élaborer des propositions de nouveaux accords verts afin de promouvoir une production, une consommation et des emplois durables. Les efforts de reconstruction qui réduisent les engagements environnementaux existants et reposent sur une extraction nocive des combustibles fossiles doivent être combattus à tout prix.

En tant que société civile, nous devons raconter ces histoires, de quelle façon notre réponse face à l'urgence a fait la différence, la résilience et l'espoir que nous avons partagés, l'innovation et la créativité que nous avons pilotés, la solidarité que nous avons mobilisée. Nous devons plaider en faveur du rôle de la société civile dans la reconstruction. Dans ce cadre, nous devons améliorer encore davantage la mise en réseau et le partage des ressources, étant donné que la crise a exposé les défis de la durabilité.

Une société civile habilitée, dotée de ressources suffisantes et organisée en réseau, axée sur la solidarité mutuelle plutôt que sur la concurrence, est nécessaire pour répondre à notre ambition. Nous pouvons et devons jouer pleinement notre rôle pour soutenir une reprise qui ne soit pas dirigée vers un retour à la vieille normalité, mais plutôt vers une meilleure nouveauté.



À Tokyo, au Japon, de jeunes militants du climat dénoncent en mars 2020 le rôle du Mizuho Financial Group dans le financement de projets houillers à travers le monde. Crédit: Kentaro Takahashi/Bloomberg via Getty Images

CRÉDITS

ENTRETIENS

- Nicolas Agostini, DefendDefenders: ‘#UN75: Human rights are at the centre of multilateral diplomacy’, 20 janvier 2020
- Nisreen Al Sayeem, Sudan Youth Organization on Climate Change and Youth and Environment: ‘Sudan: Young activists show climate solidarity through drought, floods and tears’, 24 octobre 2019
- Serap Altinisik, Plan International et Fair Share of Women Leaders: ‘Women’s rights: At this pace, it will take us nearly a century to reach equality’, 12 mars 2020
- Bilen Asrat, Ethiopian Civil Society Organisation Forum: ‘Ethiopia: For civil society, 2019 has been a new beginning’, 9 mars 2020
- Hassan Abdel Ati, National Civic Forum, Soudan: ‘Detention was the easiest punishment you could have’, 7 mai 2019
- María Emilia Berazategui, Transparency International: ‘G20: Civil society is treated as a second-class partner; its recommendations often go unheard’, 27 février 2020
- Juan Antonio Blanco, Observatorio Cubano de Conflictos: ‘Cuba: Los disidentes son millones; no hay calabozos para tanta gente’, 1er janvier 2020
- Eliana Cano, Católicas por el Derecho a Decidir – Pérou: ‘Perú: La corriente ultraconservadora está afectando la vida democrática y los derechos fundamentales’, 11 juillet 2019
- Jhewong Capatoy, Young Bataños for Advocacy Network: ‘Philippines: If we don’t fight against the system, people will continue to die’, 26 février 2020
- Sally Chin, Oxfam International: ‘#UN75: Commitments to the Women, Peace and Security agenda are going unfulfilled’, 13 février 2020
- Abdel-Rahman El Mahdi, Sudanese Development Initiative: ‘Sudan: Demands for political change are fuelled by brutal state response to protests’, 18 février 2019
- Yvette Etienne, Action Aid – Haïti: ‘#UN75 : Le système est lent et pas du tout agile’, 5 février 2020
- Dumiso Gatsha, Success Capital NGO: ‘Botswana: Anti-rights groups are emerging in reaction to progressive gains’, 15 août 2019
- Amit Gilutz, B’Tselem – The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories: ‘Israel: There is a lack of political will to end the occupation’, 9 janvier 2019
- Alexandra González Zapata, Campaña Defender la Libertad: ‘Colombia: La ciudadanía está indignada y cansada de las políticas que la han sumido en la pobreza’, 21 février 2020
- Yared Hailemariam, Association for Human Rights in Ethiopia: ‘Ethiopia: Civil society can play a key role in overcoming divisions’, 25 septembre 2019
- Sharon Hom, Human Rights in China: ‘China: Its international role both originates in and enables domestic political control’, 14 février 2020
- Sharif Jamil, Bangladesh Poribesh Andolon et Waterkeeper Alliance: ‘Bangladesh: Protecting water amounts to protecting basic human rights in all nations’, 2 mars 2020
- Aaron Lainé et Raluca Muresan, Control Arms: ‘Arms control: Greater women’s participation in male-dominated mechanisms would increase prospects for peace’, 4 mars 2020
- Asia Leofreddi, Confronti, Italie: ‘Anti-rights groups: Protesting once is not enough; we need to fight back every single day’, 6 février 2020
- Arshak Makichyan, étudiant et activiste, Russie: ‘Climate strikes: We take risks because there is no security without a future’, 23 août 2019
- Rodrigo Meruvia, Fundación Gaia Pacha: ‘Bolivia: Empoderamos a los jóvenes para que ellos lideren el movimiento por el clima’, 11 février 2020
- Jonathan Mesulam, Alliance of Solwara Warriors: ‘Papua New Guinea: If we allow seabed mining everyone is at risk’, 17 février 2020
- Uma Mishra-Newbery, Women’s March Global: ‘People cannot stay on the sidelines when their rights are being taken away’, 27 juin 2019
- Sahar Moazami, OutRight Action International: ‘In response to anti-right narratives, we need to support one another in all of our diversity’, 10 juillet 2019
- Rodrigo Mundaca, Movimiento de Defensa por el acceso al Agua, la Tierra y la Protección del Medioambiente: ‘Chile ha privatizado por completo el agua, lo cual significa que el robo está institucionalizado’, 12 février 2020
- Soledad Fátima Muñoz, activiste féministe: ‘Chile: Se ha producido un despertar ciudadano de dimensiones históricas’, 27 novembre 2019
- Maria Nailevu, activiste féministe et défenseure du climat, Fidji, ‘Climate change: Feminists have pushed for marginalised voices to be heard’, 25 octobre 2019

- Rosanna Ocampo, Asian Forum for Human Rights and Development: ‘#UN75: The Human Rights Council has made a positive difference in addressing human rights violations’, 3 février 2020
- T King Oey, Arus Pelangi, Indonésie: ‘LGBTQI+ rights: There is an ongoing desire among many to more closely regulate morality’, 12 août 2019
- Pepe Julian Onziema, Sexual Minorities Uganda: ‘LGBTQI+ rights in Uganda: Intolerance is fuelled by anti-rights groups and leaders’, 19 février 2020
- Cristina Palabay, KARAPATAN Philippines: ‘#UN75: Governments use the UN to sanitise their image before the international community’, 30 janvier 2020
- Angie Pankhania, United Nations Association – UK: ‘#UN75: The UN cannot afford to miss opportunities for civil society engagement’, 24 février 2020
- Perk Pomeyie, Ghana Youth Environmental Movement: ‘Ghana: Work in the corner of your community has a potential to cause change at the top’, 10 mars 2020
- Eliana Quiroz, Fundación Internet Bolivia: ‘Bolivia: La sociedad civil, al igual que la sociedad política, está profundamente dividida’, 7 février 2020
- Adriana Ramos, Instituto Socioambiental, Brésil: ‘Climate change: There is no respect for the role of civil society’, 27 septembre 2019
- Natasha Rather, Asian Federation Against Involuntary Disappearances: ‘Due to the communications blockade in Kashmir, news of protests went largely underreported’, 18 décembre 2019
- John Romano, Transparency, Accountability, and Participation Network: ‘#UN75: There is often a lack of transparency on how civil society’s inputs are reflected in UN work’, 6 mars 2020
- Nicole Romo, Comunidad de Organizaciones Solidarias: ‘Chile: Hay un rechazo estructural hacia la forma de gobernar de todas las décadas anteriores’, 6 janvier 2020
- Ziad Abdel Samad et Zahra Bazzi, Arab NGO Network for Development: ‘Lebanon: Increased popular awareness is irreversible, it will remain despite any setbacks’, 25 février 2020
- Bart Staszewski, Lublin Equality March Association: ‘Poland: People are more understanding and supportive of LGBTQI+ issues than politicians’, 1er avril 2020
- Audrey Tang, Ministre Numérique de Taïwan: ‘Taiwan: Same-sex marriage legalisation a joint effort of government and civil society’, 11 novembre 2019
- Núria Valls, Liga Iberoamericana de Organizaciones de la Sociedad Civil : ‘España: Las reglas de juego de la democracia son usadas para promover una ideología anti-derechos’, 29 janvier 2020
- Caroline Vernailen, Democracy International: ‘#UN75: It is time for the UN to be bold again!’, 4 février 2020
- Sutharee Wannasiri, activiste des droits humains: ‘Thailand: Nobody should go to jail simply for expressing their opinions’, 6 septembre 2019
- Johnson Yeung, Hong Kong Civil Hub: ‘Hong Kong: This is a leader-full movement, ran by countless small networks of talented people’, 10 février 2020
- Wong Yik-mo, Civil Human Rights Front: ‘Hong Kong: We may have not achieved our demands yet, but we’ve built solidarity’, 11 juillet 2019
- Anonyme - Activiste et manifestante, ‘Egypt: There’s been severe deterioration in the rule of law and respect for human rights’, 11 mars 2020
- Anonyme - Jeune activiste, Fridays for Future et Hijos del Posconflicto: ‘Colombia: La protección del medio ambiente es inseparable del éxito del proceso de paz’, 5 mars 2020
- Anonymes - Fonctionnaires de l’ONU: ‘United Nations: Anti-rights groups come in under the pretence of speaking about human rights’, 27 août 2019

CIVICUS

Équipe de rédaction et de recherche

Andrew Firmin, Inés M. Pousadela, Mandeep Tiwana

Équipe de Communications

Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith, Nora Sicard, Nina Teggarty, Deborah Walter

Équipe CIVICUS

Amal Atrakouti, Josef Benedict, Suhani Bhushan, Clara Bosco, Natalia Gómez Peña, Tor Hodenfield, David Kode, Débora Leão, Aarti Narsee, Elisa Novoa, Dominic Perera, Natalia Seoane, Ine Van Severen, Hannah Wheatley, Susan Wilding

Conception

Diego López García

CONTACTEZ-NOUS



civicus.org



info@civicus.org



[/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)



[@CIVICUSalliance](https://twitter.com/CIVICUSalliance)

SIÈGE SOCIAL

25 Owl Street, 6ème étage

Johannesbourg, 2092

Afrique du Sud

Tel: +27 (0)11 833 5959

Fax: +27 (0)11 833 7997

CENTRE ONU: NEW YORK

205 East 42nd Street, 17ème étage

New York, NY, 10017

États-Unis

CENTRE ONU: GENÈVE

11 Avenue de la Paix

Genève, CH-1202

Suisse

Tel: +41 (0)22 733 3435